

**VALAIS** «Je rêve de quelque chose qui soit basé sur les projets de société plutôt que sur les clans.» Porte-parole de la police valaisanne, Jean-Marie Bornet brigue un siège au Conseil d'Etat. Critiquant vivement le gouvernement, il est à l'origine d'une nouvelle formation qui prétend dépasser les appareils politiques. ●●● PAGE 8

## 8 Suisse

## Le policier qui veut bousculer les vieux partis

**VALAIS** Porte-parole de la police valaisanne, Jean-Marie Bornet brigue un siège au Conseil d'Etat. Critiquant vivement le gouvernement, il est à l'origine d'une nouvelle formation qui prétend dépasser les appareils politiques

XAVIER LAMBIEL  
@XavierLambiel

Quand il se fraie un chemin dans les allées encombrées de la Foire du Valais, quelques politiciens le raillent gentiment et de nombreux badauds le félicitent chaleureusement. Pouce levé, une femme le hèle: «Merci d'animer la campagne!» Dans une interview vidéo accordée au *Nouvelliste* en marge de l'événement, Jean-Marie Bornet a laissé échapper: «Je rêve de quelque chose de nouveau, qui soit basé sur les projets de société plutôt que sur les clans.» Sur le ton de la plaisanterie, il a promis de réfléchir à une candidature au gouvernement. Ses déclarations inspirent de nombreuses réactions, souvent enthousiastes et parfois indignées. Plutôt content d'avoir suscité l'intérêt, il nie le coup prémédité et joue à assumer son dérapage, l'air de rien: «Quand on me pose une question, je réponds franchement.»



Jean-Marie Bornet prépare sa venue depuis plus de deux ans. «Agir au lieu de râler» est le credo qu'il partage avec sa formation. (OLIVIER MAIRE)

## Un homme de réseaux

Pour un proche, «il attendait le bon moment depuis longtemps». Jean-Marie Bornet réfute: «Nous avons toujours visé les élections de mars 2017.» Entouré d'une vingtaine de personnes qui prétendent «dépasser les appareils de parti», et qui ont choisi «d'agir au lieu de râler», Jean-Marie Bornet prépare son coup depuis plus de deux ans. Dans la presse, il évoquait déjà un «printemps valaisan» en 2014. Aujourd'hui, il avance une charte d'une vingtaine de pages: «Notre formation veut incarner le ras-le-bol d'une population exaspérée par la paralysie de ses institutions et désintéressée des débats stériles.» Elle présentera prochainement ses candidatures, au moins au gouvernement et peut-être au parlement. A l'origine du projet, Jean-Marie Bornet affiche clairement ses ambitions: «Je veux servir mon canton et je suis à disposition.»

Le visage taillé à la hache, les épaules larges et le vocabulaire fleuri d'un chasseur chevronné, il est très présent dans les médias.

Jean-Marie Bornet a la responsabilité de l'information et de la prévention de la police cantonale depuis douze ans. Fraîchement quinquagénaire et père de deux enfants, cet ancien employé de commerce a obtenu un brevet de policier en dialecte haut-valaisan avant d'étudier le droit pénal. Homme de réseaux, il a ses entrées dans la presse depuis longtemps. Par ailleurs, son frère dirige désormais la chaîne de télévision cantonale, et sa compagne occupe un poste à responsabilité au *Nouvelliste*. Selon lui, ces liens le désavantagent: «Professionnellement, mes proches sont obligés de prendre leurs distances.»

Fils d'un ancien conseiller d'Etat démocrate-chrétien, Jean-Marie Bornet martèle qu'il ne veut plus «des tireurs de ficelles» et que «l'époque des clans est révolue». Pourtant, il passe régulièrement pour un héritier du système qu'il dénonce. Agacé par la remarque, il dit toute l'admiration qu'il porte à

l'œuvre de son père, et répète qu'il n'a jamais adhéré à un parti: «On peut se distancier des appareils politiques, même si on les a côtoyés toute sa vie.» Sans enthousiasme pour l'exercice, il finit par se définir de «centre-droit», tout en insistant beaucoup: «Les projets de société que je défends ne sont ni de gauche, ni de droite.» Volubile, le policier parvient à chanter son amour du Valais tout en pestant contre «les affaires». «Pas du tout en harmonie

**Il se compare volontiers aux reines de la race d'Hérens: «Quand on me donne un mauvais coup de corne, j'en rends trois»**

avec la conduite actuelle de l'Etat», lui et les siens entendent à la fois «bouleverser la forme et le fond».

## Prêt à dégainer

Photos de chasse avec armes et bouteilles, coups de gueule ou messages de soutien fidèles à son commandant accusé d'avoir volé une pièce archéologique, sur les réseaux sociaux où il s'exprime sans modération, le professionnel de la prévention semble capable de se faire pardonner tous les excès. Il s'est néanmoins attiré de sérieuses inimitiés. En 2013, il avait choisi de publier les images des instants qui ont suivi l'accident de Sierre, qui avait coûté la vie à vingt-deux enfants belges. Il avait alors fait l'objet d'une dénonciation pénale pour violation du secret de fonction. Avant qu'il ne soit blanchi, plus de 1500 personnes lui avaient exprimé leur soutien. De cette affaire, il conserve un profond ressentiment pour la ministre Esther Waeber-Kalbermatten. Plutôt ran-

cier malgré son apparente bonhomie, il se compare volontiers aux reines de la race d'Hérens: «Quand on me donne un mauvais coup de corne, j'en rends trois.»

En Valais, l'élection au gouvernement de mars 2017 promet désormais de se révéler plus animée que prévu. Interrogés par la presse, les représentants des différents partis politiques n'apprécient pas beaucoup le discours de Jean-Marie Bornet. Le gouvernement non plus, qui a débattu mercredi des devoirs de réserve et de loyauté de son employé. Pour le policier, «le peuple est mon seul patron» et «on ne me renverra pas facilement à la niche». Assez fier des remous que suscitent ses déclarations, il affirme sur un ton de cow-boy prêt à dégainer: «En politique, lorsque l'on dérange, c'est très bon signe.» Déterminé, il a déjà agendé une conférence de presse pour la fin de l'année. Un peu bravache, il lance: «Quand je fais quelque chose, c'est toujours dans l'intention de réussir.» ■

## religieuses

**VAUD** L'UDC lance une initiative contre la loi sur la reconnaissance des communautés religieuses et se profile pour le Conseil d'Etat

AÏNA SKJELLAUG  
@AinaSkjellaug

L'UDC vaudoise a présenté jeudi soir, lors de son congrès, un projet d'initiative populaire consistant à s'opposer aux intégristes religieux qui espèrent obtenir des dérogations à l'ordre public au nom de leurs pratiques.

«Cela fait deux ans que l'on travaille sur cette thématique. Nos démarches ont fait chou blanc au parlement, c'est pourquoi nous lançons une initiative», explique le secrétaire général de l'UDC Vaud, Kevin Grangier, au *Temps*. «Le Conseil d'Etat se moque de connaître le dogme des communautés religieuses. Nous voulons éviter que ces minorités puissent ensuite obtenir des dérogations, comme des jours fériés pour les employés ou des régimes alimentaires spéciaux dans les écoles.» Le texte de l'initiative sera présenté en novembre. Il s'attaquera au règlement d'application de la loi sur la reconnaissance des communautés religieuses que la cheffe du Département des institutions, la Verte Béatrice Métraux, intronisait en novembre 2014.

## Alliance avec le PLR

En sus de l'initiative, jeudi soir au congrès, l'UDC annonçait lancer un candidat dans la course au Conseil d'Etat vaudois lors des élections cantonales d'avril 2017. Le parti a précisé vouloir chercher une alliance avec le PLR, «afin de renverser la majorité de gauche» du gouvernement vaudois. Le PLR avait annoncé le 22 septembre être intéressé à former une alliance, notamment avec l'UDC.

Le candidat ne sera désigné que le 1er décembre, mais au sein du parti, deux noms circulent. Celui de Jacques Nicolet, président du parti vaudois, et celui de Pascal Dessauges, préfet du Gros-de-Vaud. Depuis le décès de Jean-Claude Mermoud en 2011, l'UDC n'est plus représentée au Conseil d'Etat vaudois. Mais au Grand Conseil, le parti est le troisième le plus représenté. ■